

BURUNDI : DIALOGUER VRAI !

(Conférence donnée le 27 septembre 2002 au Sénat de Belgique (Salle des Congrès) dans le cadre du Colloque «*La paix par le Dialogue en Afrique centrale: Les exigences de la Société Civile Africaine de Belgique*». La conférence était organisée par les associations africaines de Belgique : ADG (Association pour le Développement de Gitega), AFRICAN AXIS, BAM (Belgium African Manager), CCAEB (Conseil des Communautés Africaines en Belgique et en Europe), CRF (Communauté des Ressortissants Rwandais en Région Flamande), SIMAKIVU (Soutien aux Initiatives des Mouvements Associatifs du Kivu) - avec le soutien de M. Olivier de CLIPPELE (Sénateur MR).

I. L'exemple d'un anti-Dialogue

Sous le titre «*Le Poker verbal*» (Firmat Rodegem, «*Le poker verbal : Réflexions sur un colloque*», Université Catholique de Louvain, Cultures et Développement, Revue internationale des Sciences du Développement, Vol. VII -2 , 1975, p. 369-397), le Père Firmat Rodegem a fait un compte-rendu et un commentaire du premier «*Colloque international sur les problèmes du Burundi*» organisé les 27 et 28 décembre 1974 à Bruxelles (Maison des Huit-Heures). Ce colloque avait pour objectif de «*poser les problèmes en termes clairs, d'examiner en commun les causes profondes du drame vécu par le Burundi, et de chercher dans une formule de dialogue, l'amorce de solutions concertées*». Y ont pris part des Burundais et des Rwandais. D'entrée de jeu, les participants burundais et rwandais contestèrent les enjeux du colloque, arguant que ce colloque était inutile, inopportun et contestant même la représentativité et l'organisation. Ils suscitèrent des questions de procédure, du choix des sujets et mirent en cause la personne du président-modérateur. Un comité de réfugiés hutu burundais refusa de participer, ce qui offrit la tribune aux réfugiés tutsi rwandais. Ceux-ci furent les alliés des Tutsi burundais.

1.1 Les raisons de l'échec

Le Père Rodegem a identifié trois raisons principales de l'échec de ce colloque qu'il appelle : «*l'ethnocentrisme des conceptions*», «*l'ethnocentrisme des formulations*», un «*poker verbal*», terme emprunté à un jeu très prisé au Rwanda: ukurenza.*

a) l'ethnocentrisme des conceptions

Selon Rodegem, dans l'ethnocentrisme des conceptions, «*la priorité est donnée à l'intuition subjective et globalisante, la vérité est ondoyante et diverse en fonction du destinataire. Le locuteur a la souplesse de s'adapter à son auditoire*». Il n'est donc pas de son intérêt d'être objectif, d'être précis, de donner des chiffres, des précisions. Le discours reste vague pour ne pas permettre d'entrer dans le vif du sujet et de chercher des solutions concrètes. Cette conception est ainsi source de malentendus, car les mots ne recouvrent pas la même réalité. Ce que recherche effectivement le locuteur.

b) l'ethnocentrisme des formulations

Dans cet exercice, *«le discours se veut expressif plus que communicatif. Les auditeurs - à condition qu'ils soient sur la même longueur d'ondes – comprennent le sens second tapi sous la phrase et le groupe entier communique avec le locuteur habile dans l'art d'ajuster avec perspicacité un langage émotionnel qui corresponde à ses désirs»*. Il n'est pas rare de voir des locuteurs pleurer, non par douleur, mais pour gagner à leur cause leurs interlocuteurs.

Au lieu donc que le langage serve à la communication et à l'information d'autrui, *«il devient un voile pudique, il diminue la compréhension ou la supprime, il déforme volontairement le message afin de rendre la compréhension ou la communication malaisée ou impossible, sauf pour les initiés»*. Toujours selon Rodegem, *«la stratégie se fait jésuitique, ses parades usent d'une casuistique mystificatrice»*. Quand cela s'avère nécessaire, on attaque les personnes d'autres cultures, arguant qu'elles ne comprennent rien dans le conflit, qu'elles n'ont pas honte de dévoiler en public les dissensions, les massacres, les excès de répression et affirmant que le linge sale se lave en famille.

Une autre dimension de l'ethnocentrisme des formulations est de chercher à *«sauver la face»* à tout prix. Selon Rodegem, au cours de ce colloque la communication et les échanges verbaux ne consistant pas d'abord à convaincre le destinataire. Parler ne signifiait pas se faire comprendre mais *«avant tout sauver sa dignité, même au prix de certaines astuces cousues de fil blanc»*. Ainsi tout en employant les mêmes mots et en parlant la même langue, les participants n'usaient pas du même langage.

c) Un poker verbal

Dans le jeu de *«ukurenza»* (faire passer par dessus), *«le gagnant est celui qui parvient à faire perdre la face à l'adversaire»*. Dans cette joute orale, chacun use d'un *«langage délibérément cryptique qu'un tiers tente de percer à jour. Les messages ésotériques 'passent par dessus' la tête de celui-ci, dépassant sa compréhension»*. Il s'agit d'une *«performance ostentatoire dont les arguments apparents visent à réduire les adversaires au silence (et donc à leur faire perdre la face). L'essentiel est plus de vaincre que de convaincre et cela au moyen d'une exhibition déterminée par des facteurs culturels ignorés de l'adversaire mystifié»*. Puisqu'il faut réduire l'autre au silence, *«on énonce des contre-vérités d'une flagrante inutilité et pour un résultat dérisoire»*. Le locuteur recourt à des figures de style connues également dans la langue française. Dans le colloque précité, des intervenants burundais et rwandais ont manié avec brio l'ironie (dire le contraire de ce que l'on veut faire entendre en jouant systématiquement sur l'ambiguïté), la moquerie sarcastique et mordante, la satire (une technique de dégradation où on amoindrit la dignité d'autrui, on l'humilie, on cherche à le rapetisser). Les occidentaux ont été ainsi traités de naïfs, de puérils, d'infantiles, de mentalement sous-développés. Des intervenants ont également usé de l'invective (parole violente et amère) et de persiflage (plus grande habileté dans l'illusion).

Pire, affirme Rodegem, on a vu des camps se former parmi les Blancs qui y assistaient et qui pourtant auraient du être au-dessus de la mêlée vu leurs titres académiques ou moraux: politologues, économistes, sociologues, journalistes, coopérants, pasteurs et missionnaires. Ces Européens se sont regroupés en auditeurs amicaux et auditeurs hostiles. Ils se sont divisés en trois grandes catégories : pro-Tutsi, pro-Hutu, non engagés.

II. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Au regard de la situation actuelle sur terrain au Burundi, spécialement deux ans après la signature de l'Accord d'Arusha du 28 août 2000 et la formation d'un gouvernement de transition le 1^{er} novembre 2001, nous épousons le point de vue du Frère Emmanuel Ntakarutimana (OP) qui affirmait ceci le 4 novembre 2000 :

«Depuis 7 ans, le Burundi tourne en rond, embourbé dans des discussions et des dialogues interminables dont chaque étape s'accompagne de nouveaux rebondissements, le couronnement provisoire étant le prélude à une nouvelle crise savamment orchestrée pour couvrir certaines errances (...). Un observateur attentif de la scène socio-politique burundaise ne manquerait pas de dire que nous nous trouvons face à un blocage qui est traditionnel dans la société burundaise. Il s'agit d'un scénario mutant qui ne fait que se prolonger depuis une trentaine d'années en changeant superficiellement de couleur et de vocabulaire. Pendant que les uns disent lutter pour le changement démocratique sans pouvoir s'organiser dans un réseau cohérent et durable avec un leadership fort qui puisse résister à une diversité de sollicitations aussi malignes que déconstructrices, d'autres reviennent à un refrain répétitif depuis des années d'une démocratisation de la société burundaise qui respecte les réalités burundaises couvrant ainsi l'impensé d'un discours protecteur de patrimoines acquis. Dans tous les cas, la société burundaise perd la force d'avancer, engendrant des victimes et des désastres. (*Frère Emmanuel Ntakarutimana, O.P : Sortir la politique Burundaise d'une marche sur place culturellement codifiée*», 4 novembre 2000)

Dans une autre conférence, le Frère Emmanuel Ntakarutimana ajoutait : «Les stratégies consistent à développer des manoeuvres dilatoires bien connues comme la tactique de l'omission, la tactique des généralités, les tactiques temporelles, la tactique du dribble, la tactique du raz-de-marée, la tactique nébuleuse, la tactique du choc en retour, la tactique du gros mensonge, la tactique de l'inversion et toutes les autres tactiques dont les Burundais ont développé l'habileté. Jouant sur le temps et la fatigue des différents partenaires, on peut laisser les chiens aboyer pendant que la caravane passe, du moment qu'il n'y a pas de perspective de sanctions immédiates dont il s'agirait du reste d'évaluer l'impact sur la poursuite des combats. Avec le temps vient l'amenuisement de la faculté d'indignation et d'émotion. La transformation des faits en spectacle permanent, la répétition des drames, le halètement des événements où un record chasse l'autre corrodent la faculté d'indignation. La misère devient chiffre et le chiffre ne parle pas au clair. Aussi grand que soit l'holocauste du jour, on s'attend normalement à ce que demain apporte le pire». (*Fr. Emmanuel Ntakarutimana (O.P), «Burundi: sortir de l'élégante indifférence autour des camps de regroupement*». Conférence donnée lors de la Journée burundaise de Mönchengladbach, Jugendhaus Herz Jesu, Am Martinshof, 2 Allemagne, le 4 Décembre 1999)

III. Que penser de tels dialogues ?

Nous pensons que ce genre de 'dialogues' sont des «*dialogues pour tuer le dialogue*». Malheureusement au Burundi, tous les dialogues ont presque abouti à ces résultats. Car sans vouloir entrer en détails dans les divers dialogues ou négociations qu'a connus le pays depuis 1974, soit depuis 28 ans, malgré quelques résultats dont se contentent ou se gaussent les plus optimistes, ** on est en droit de se demander si ces négociations étaient sincères. En effet, depuis bientôt neuf ans, le pays est plongé dans une déliquescence sans nom qu'il n'avait jamais connu auparavant et nous assistons à des signaux rouges qui montrent que le pays bascule chaque jour dans une horreur encore plus dramatique. Faut-il rappeler que sans la détermination de Mandela, l'Accord du 28 août 2000 n'aurait jamais été signé, ni le gouvernement du 1^{er} novembre 2001 mis en place? Faut-il rappeler également que tout le processus de l'accord d'Arusha risque d'être enterré si aucune force extérieure n'en impose l'application stricte dans l'intérêt de tout le peuple ?

IV. Dialoguer vrai !

Sans vouloir donner une leçon sur les caractéristiques d'un vrai dialogue, nous signalons au passage ce que pense à ce sujet un grand militant de la Non Violence Active (NVA), feu Jean Goss. Selon lui, le dialogue se départage en cinq étapes :

- 1) découvrir la vérité de l'adversaire, le bien qui est en lui ou le peu qui en reste,
- 2) voir comment nous avons méconnu la vérité de l'autre,
- 3) découvrir et reconnaître notre propre responsabilité dans ce conflit ou cette situation d'injustice. Cet aveu de notre faiblesse est important car il peut permettre de modifier l'attitude d'hostilité de l'adversaire,
- 4) présenter l'injustice en montrant qu'il y a une grande différence entre ma responsabilité (passivité, silence) et celle de la personne qui commet l'injustice ou occupe une place de premier plan (patron, ministre, évêque, chef militaire, politicien),
- 5) apporter des propositions concrètes et réalistes qui sont présentées comme des solutions partagées et non imposées. Il ne faut jamais dialoguer les mains vides.

Dans le cas du Burundi, le seul dialogue qui vaille la peine est celui qui aura abouti à un accord après des négociations honnêtes qui se dérouleront dans un climat serein, de confiance et non dans un jeu de cache-cache où la parole est faite pour dissimuler, pour cacher sa pensée, pour écraser et abattre à tout prix l'adversaire. Tant que les négociations se dérouleront pour gagner le temps afin de fourbir d'autres armes ou remettre en cause aujourd'hui ce qu'on a signé hier, ces dialogues seront mortels car ils vont miner davantage le peu de confiance qui restait encore. Ce seront des dialogues de surface et de façade pour tromper l'opinion ou se livrer à des «*pokers menteurs*».

V. Le rôle du médiateur (personne physique ou morale)

Dans un document intitulé « *Le Burundi ou vivre dans la peur* », l'ONG Christian Aid (agence officielle d'aide et de développement de quarante Eglises britanniques et irlandaises) écrit qu'au Burundi "*chaque geste est soigneusement examiné d'un point de vue ethnique*" et que les ONG internationales qui y travaillent ont trois options possibles si elles veulent y rester: *prendre parti, être neutre, être indépendant*. Christian Aid leur propose d'être indépendantes plutôt que neutres, et de prendre parti vis-à-vis des problèmes et des questions auxquelles elles sont confrontées, tout en restant indépendantes dans leurs relations. (*Abiy Habilu et Robert Archer, "Le Burundi ou vivre dans la peur", Rapport de visite de Christian Aid, point de vue n° 8, mars 1995, version française: octobre 1995, 27 p.*)

Nous pensons que ce conseil est valable pour tout médiateur (personne physique ou morale) dans le conflit burundais. A notre humble avis, il doit se ceindre d'au moins six qualités :

- Se munir d'une bonne analyse de la situation
- Etre au-dessus de la mêlée
- Prendre parti sans parti pris
- Affirmer que la vérité n'est ni ethnique ni idéologique
- Ne pas céder aux chantages
- Reconnaître ses propres responsabilités.

V. 1. Se munir d'une bonne analyse de la situation

Un bon médiateur dans le conflit burundais ne peut pas faire l'économie d'une bonne analyse de ce conflit, comme le font certains pour diverses raisons que je ne développerai pas ici. Nous sommes en effet convaincu qu'en partant d'une fausse analyse, d'une analyse tronquée ou d'un esprit réducteur qui veut que le conflit soit présenté uniquement sous l'angle ethnique, on n'arrive à aucune solution ou alors à des solutions biaisées qui conduisent à des impasses. Il convient donc de procéder à une Analyse sociale, une «macro-analyse», qui est «*un essai de compréhension de la société comme ensemble et qui peut, seule, offrir les éléments nécessaires pour une analyse en profondeur*» et non une «micro-analyse» qui «*essaie de comprendre l'expérience immédiate dans son environnement avec les causalités directes*». Pour être complète, l'Analyse sociale doit comprendre deux types d'analyse.

- L'Analyse historique qui «*replace les situations dans un contexte plus large qui clarifie le passé, montre l'enracinement de l'aujourd'hui et donne des indications quant à l'avenir*». Cette approche historique doit se doubler de
- L'Analyse structurelle. Celle-ci est «*une analyse systématique de la société, en quelque sorte une coupe transversale de la vie sociale*». Elle analyse les institutions, les organisations, les systèmes de pensée. Elle porte sur trois structures:
 - la structure économique qui montre comment la société produit ses richesses et les répartit ;
 - la structure politique qui indique les véritables détenteurs du pouvoir et comment celui-ci fonctionne : construction, lois, partis politiques, justice, forces armées, etc ;

- la structure culturelle et idéologique qui «*analyse les valeurs, les convictions et les comportements attendus*». Elle montre comment fonctionnent les moyens anciens et modernes de cette culture et de cette idéologie que sont les médias, le système éducatif, les corps religieux et culturels. Cette analyse doit pouvoir identifier le Conflit, montrer comment ce conflit existe et quels sont ses piliers.

Pour être la plus objective possible, cette analyse doit se faire en toute vérité, c'est-à-dire en ne négligeant ou en n'écartant aucun élément. Dans le même temps, elle doit éviter de se laisser manipuler par certains sophismes ou raisonnements manifestement construits pour fausser le débat ou imposer un point de vue qui est loin de la réalité. Une telle analyse montrera que le conflit burundais est à la fois ethnique, politique, régional, social (riches-pauvres), économique, idéologique. Cette analyse montrera également que le conflit burundais a toujours connu des interventions extérieures. Faute de développer cette affirmation ici car ce serait sortir du sujet, nous nous contentons d'en mentionner quelques-uns : esclavagistes, colonisateurs, pays de la sous-région, grandes et moyennes puissances, missionnaires, marchands d'armes, chercheurs et instituts de recherche, trafiquants de matières premières précieuses (diamant, or, etc.)

V. 2. Etre au-dessus de la mêlée

Dans le compte-rendu du Colloque précité, Firmat Rodegem a fait allusion à la formation, chez les Blancs présents, des camps pro-Hutu et pro-Tutsi, même de la part de personnes qu'on aurait espérées au-dessus de la mêlée : politologues, économistes, sociologues, journalistes, pasteurs et missionnaires. Nous sommes souvent surpris aujourd'hui quand nous lisons certains reportages ou certaines analyses dans lesquels nous ressentons directement que leurs auteurs se positionnent pour une ethnie, pour l'équipe au pouvoir ou la rébellion et même franchement contre tel groupe ethnique ou formation politique. Nous sommes sidéré quand nous apprenons que des Européens travaillant dans des réseaux de lobbies pour la résolution non violente du conflit burundais reprennent en chœur et l'amplifient une vision du conflit qui range les belligérants en deux camps inconciliables. D'un côté les bons, les victimes à soutenir et dont il faut excuser tous les crimes. De l'autre, les méchants, les bourreaux qui ne méritent que châtement avec la dernière rigueur et avec lesquels on ne peut en aucun cas dialoguer, de peur de se faire traiter d'anti-cesti ou d'anti-cela et de perdre l'amitié du clan qu'on défend. Nous nous demandons à quels résultats peuvent prétendre ces lobbies s'ils ont déjà choisi leur camp et manifesté leur préférence ?

V. 3. Prendre parti sans parti pris

Ce qui est dit plus haut ne signifie pas qu'on doit appliquer une neutralité ou un équilibrisme de mauvais aloi. Il faut éviter une certaine attitude diplomatique qui sombre dans une indifférence totale devant un drame sans nom, telle que décrite par le Frère Emmanuel Ntakarutimana (déjà cité) parlant du comportement de l'Occident face aux camps de regroupement forcé au Burundi que l'archevêque de Gitega, Mgr Simon Ntamwana compare à des mouirois ** .

Dans une conférence intitulée «*Burundi: sortir de l'élégante indifférence autour des camps de regroupement*», le Frère Emmanuel compare les diplomates à «*des cygnes tout blancs qui traversent la boue sans se salir*» *** car ils se contentent d'encourager le gouvernement du Burundi à laisser les déplacés rentrer chez eux.

Le Frère Emmanuel interpelle la communauté internationale pour qu'elle accompagne son appel de menaces de sanctions à même d'infléchir une stratégie militaire prise sciemment pour détruire toute une population. (Journée Burundaise de Mönchengladbach, Jugendhaus Herz Jesu, Am Martinshof 2 Allemagne, 4 Décembre 1999). Cette position ne peut nullement nuire à la médiation sauf de la part de ceux qui ont choisi de la «*disqualifier*» pour justement faire échouer sa mission coûte que coûte.

V. 4. Affirmer que la vérité n'est ni ethnique ni idéologique

Il est regrettable que certaines personnes physiques ou morales affirmant apporter leur contribution dans la résolution du conflit burundais fassent preuve d'une paresse intellectuelle ou d'une myopie incroyable pour appuyer ou soutenir une ethnie ou une autre. Nous sommes chaque fois sidéré d'entendre des Occidentaux accuser tous ceux qui n'appuient pas leurs thèses ou leurs «amis» d'être contre eux. Il faut savoir dissocier les qualités ou les défauts d'un groupe ou d'une personne et la personne même.

On n'est pas pour ou contre les Tutsi ou les Hutu lorsqu'on décrit des faits qui se sont passés et/ou des attitudes réelles observées. Ce qui est criminel, c'est de coller à un groupe ethnique ou à un individu, pour des raisons souvent inavouables - ou au contraire trop claires - des qualificatifs qui sont éloignés de la réalité ou qui sont de pures inventions destinées à sacraliser «*ses amis*» et à diaboliser «*ses ennemis*». La vérité n'est ni ethnique ni idéologique et elle n'est le monopole d'aucune ethnie ni d'aucun parti politique. La vérité est vraie quand les faits relatés sont vraiment vrais.

V. 5. Ne pas céder au chantage ou aux fausses accusations

Nous avons dit plus haut comment les participants burundais et rwandais au «*Colloque international sur les problèmes du Burundi*» organisé les 27 et 28 décembre 1974 à Bruxelles ont malmené les Occidentaux présents pour leur faire perdre la tête et faire échouer le colloque, ce qu'ils ont réussi avec brio. Tout médiateur doit être prêt à faire face à ce genre d'attaques pour y résister et mener à bon terme sa mission, obéissant aux seuls critères que nous venons de proposer plus haut.

V. 6. Reconnaître ses responsabilités

Selon la théorie de la Non Violence Active, nous sommes tous à des degrés divers responsables de toute situation de conflit par notre action, notre engagement à côté d'une des parties en conflit, notre silence, notre «*neutralité*». Dans le cas du Burundi, Mgr Simon Ntamwana, archevêque de Gitega et Président de la Conférence des Evêques Catholiques du Burundi a déjà montré que les grandes puissances et

les pays de la région portent - à des degrés divers - une responsabilité dans le conflit qui déchire ce pays**.

On pourrait également évoquer les interventions directes ou indirectes, les attitudes, les prises de position ou les silences des gouvernants, des hommes d'affaires, des colons, des missionnaires, des journalistes, des chercheurs occidentaux. Ces attitudes ont parfois envenimé le conflit, ont conforté les plus forts au nom de «*l'idéologie de la force*» (Simone Veil) ou au contraire fragilisé davantage les plus faibles, même quand ils luttent pacifiquement pour leurs droits élémentaires.

Pour ces pays ou ces hommes, reconnaître leurs responsabilités les rendrait plus crédibles. Sans dédouaner les Burundais qui sont les premiers acteurs, ce «*mea culpa*» de certains pays ou personnes physiques qui appellent les Burundais à arrêter la guerre serait un grand atout dans leur «*médiation*» et les grandirait suivant l'adage : «*l'autocritique est l'arme des forts*».

VI. En guise de conclusion.

En tant que militant de la Non Violence Active, nous croyons très fort dans les vertus du dialogue et l'encourageons. Mais le dialogue en vue de la résolution du conflit doit se faire dans une relation de respect, d'égalité et non de rivalité. Car dans ce dernier cas, les négociations ne servent en rien. Pire, elles deviennent un moyen de posséder l'autre, de le dominer, de l'écraser et donc elles enveniment même le conflit.

Le Dialogue pour résoudre le conflit burundais doit également et prioritairement s'enraciner dans une volonté sans faille de mettre sur les rails un nouveau projet de société fondé sur ce que nous appelons communément un Etat de droit. Ce projet de société devra impérativement mettre en place des nouveaux mécanismes pour une gestion saine et équitable des instruments modernes du pouvoir, particulièrement dans les secteurs dits sensibles que sont l'armée et la sécurité, l'école, l'emploi et la justice. Comme le dit si bien le Frère Emmanuel Ntakarutimana déjà cité :

«Aussi longtemps que des réformes structurelles concrètes ne sont pas obtenues à ces niveaux par des projets visibles qui touchent le court, le moyen et le long terme, tout le reste devient simple colmatage qui ne fait que retarder les échéances historiques de correspondance entre la conscience historique des populations et les structures qui doivent porter la société (...). Le défi majeur revient à organiser un consensus national sur la source du pouvoir et le fondement de la légitimité des mandataires publics. Il s'agit de garantir l'équilibre du pouvoir entre l'Etat et le peuple» (*«Lignes pastorales et attitude de l'Eglise dans le conflit ethnopolitique au Burundi de l'indépendance à nos jours, 1962-1997»*, Conférence donnée à Rome, le 18 avril 1997 dans un Colloque intitulé «Burundi : Balcani d'Africa, Metafora Del Nostro Tempo»).

En clair, plus qu'un partage équitable des places dans l'administration, la finance et/ou l'armée sur un fond d'équilibre ethnique, idéologique ou régional, les négociateurs doivent incarner le besoin d'une gestion saine du pouvoir dans toutes

les mutations qu'il doit subir. Ils doivent se rendre compte que tout hégémonisme ethnique ou régional est porteur en lui-même de ferments d'impuissance socio-politique et de mort sociale.

La négociation doit aboutir à la mise en place effective d'un nouveau projet de société disposant de mécanismes et garde-fous suffisamment forts pour bannir à jamais toute aventure militaire. Un projet de société où chaque citoyen burundais sera acteur de l'histoire de son pays et non la victime des différents pouvoirs, comme cela a été le cas jusqu'aujourd'hui.

Je vous remercie.
Joseph Ntamahungiro

* Le Père Rodegem donne comme une des raisons principales de l'échec de ce colloque l'opposition entre la mentalité orale et la mentalité écrite. Nous pensons que cet argument n'est pas convaincant dans le cas du Burundi. En effet, beaucoup d'instruits de ce pays mentent même dans leurs écrits et n'ont donc pas fait leur la culture de l'écrit qui serait opposée à l'écriture orale. Ils ont l'art de cacher leurs pensées selon la maxime bien connue qui affirme : *«il est dangereux pour un homme de se montrer sincère à moins qu'il ne soit totalement stupide»*.

** Voici quelques résultats auxquels ont abouti les différents colloques et séminaires de burundais pour résoudre le conflit burundais :

- Publication d'un Rapport sur l'Unité nationale,
- Mise sur pied d'un «Gouvernement d'Unité Nationale,
- Publication d'une «Charte de l'Unité nationale» avec érection d'un monument et confection d'un drapeau portant sur le même thème,
- Promulgation d'une Constitution acceptant le principe du multipartisme,
- Organisation des Elections présidentielles et législatives de 1993 qui virent la victoire du FRODEBU et de son candidat Melchior Ndadaye,
- Election du Président Cyprien Ntaryamira,
- Signature d'une «Convention de gouvernement» (juin-octobre 1994) qui permet la «confirmation» de Sylvestre Ntibantunganya à la Présidence de la République,
- Signature de l'Accord du 28 août 2000,
- Mise sur pied d'un gouvernement dit d'unité nationale, le 1^{er} novembre 2001.

*** Dans une conférence sur le thème *«l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation»* du 28 août 2000 donnée le 27 septembre 2000, sur initiative de l'organisation *«Aide à l'Eglise en détresse»* (Hôtel Sheraton, Aéroport de Bruxelles National), Mgr Simon Ntamwana, archevêque de Gitega et Président de la Conférence des Evêques Catholiques du Burundi, définissait ainsi le rôle de la Communauté internationale :

«Même si elle n'a pas pris des machettes ou des fusils pour tuer les gens, la communauté internationale joue un rôle réel dans le conflit burundais, parfois de manière négative. Pour prendre l'exemple de la Belgique, ce pays accompagne le Burundi depuis l'époque coloniale. Il a introduit le Burundi dans la modernité, lui a

proposé un nouveau modèle de société. Lors de la naissance des partis politiques burundais, des Belges ont pris position pour tel parti contre tel autre. Des Belges ont également créé le sentiment de supériorité chez les Tutsi et de frustration chez les Hutu. D'autres puissances ont soutenu les coups d'Etat militaires et les dictatures en place».

Mgr Ntamwana demande à la communauté internationale : «Les pays de la sous-région doivent aider le Burundi à arrêter la guerre, en créant un environnement favorable politique et économique. Ainsi, tant que l'armée burundaise sera en RDC et que la rébellion burundaise sera aux côtés de Kabila, la paix au Burundi restera toujours hypothétique. Les pays de la sous-région doivent soutenir l'accord de manière concrète. Quant aux grandes puissances, elles doivent permettre au Burundi d'avoir accès à une économie saine et sûre, une économie pour un développement harmonieux, ce qui semble difficile avec les effets néfastes de la mondialisation. En attendant que les conditions soient de nouveau réunies pour relancer la coopération, il faut reprendre l'aide humanitaire en faveur des orphelins, des veuves et des familles réduites à la misère. Car ces familles sont amenées à s'adonner à la violence tant qu'elles n'ont pas un minimum pour vivre».

******Les diplomates comme des cygnes tout blancs qui traversent la boue sans se salir**

«Comme la communauté internationale en est restée aux convenances diplomatiques, le régime en place, par un symbolisme hautement narquois, délègue son ministre des relations extérieures dont le sort n'est pas éloigné de celui du peuple des regroupés pour dire à la communauté internationale qu'elle ignore les réalités de terrain et lui demander l'entière coopération dans ses efforts entrepris pour l'arrêt de la guerre, la promotion de la paix et la réconciliation nationale. C'est avec la même témérité offensive que le ministre chargé des réfugiés pouvait demander au HCR à Genève le 5 Octobre de faire office de département des affaires socio-humanitaires pour les camps de regroupés que l'administration militaire venait de créer.

C'est donc dire que le phénomène peut encore durer pendant longtemps, à moins que la conscience de l'humanité ne se décide à l'arrêter. Pourtant ses dimensions sont déjà très graves. L'AFP qu'on ne soupçonnera pas de malveillance face au régime de Bujumbura rapportait le 1er Octobre que selon le PAM, le nombre total des déplacés dans la province de Bujumbura atteignait déjà 320.000 regroupés dans 56 camps, soit 75% des habitants de la province et 850.000 pour tout le pays avec 350 sites de regroupement, soit 13% de la population totale. A la même période, l'Office de Coordination des Affaires Humanitaires de l'ONU parlait de 1,1 millions, soit 17% de la population. Là où 74.000 déplacés de Bugabira au Nord du Pays recevaient 600 tonnes de nourriture, les 320.000 déplacés de Bujumbura Rural n'avaient droit qu'à 300 tonnes, plus de la moitié des sites n'étant d'ailleurs pas accessibles.

Les statistiques des décès ne sont pas encore faites, mais les quelques chiffres indicatifs donnés ici et là manifestent une catastrophe humanitaire qui malheureusement se vit à huis clos. Des cas de tueries collectives délibérées sont

régulièrement portés à l'attention de l'opinion, mais sans suite. Personne ne sait dire avec précision ce que sont devenus les dizaines de milliers de gens chassés des camps de chez "Johnson" et de chez "Le Gentil" dans le périmètre de Bujumbura ville. Cette situation de violation grave des droits humanitaires touche non seulement Bujumbura Rural, mais aussi Cibitoke, Bubanza, Makamba, Rutana. Les tentatives dans d'autres régions comme Muyinga sont signalées. Et tout ceci survient suite à des problèmes politiques qu'on aurait pu résoudre il y a six ans déjà.

Dans l'entre-temps, les diplomates diront qu'ils sont au travail, entraînant d'étudier les voies et moyens de résoudre de façon globale et durable la grave crise qui déchire le Burundi et la région des Grands Lacs. Même les Honorables Représentants Spéciaux des différentes puissances feront rarement le déplacement pour aller constater par eux-mêmes les horreurs de terrain. Il leur devient ainsi difficile de réaliser la gravité du plan coordonné d'actions différentes qui tendent à détruire les fondations essentielles de la vie de groupes entiers avec une désintégration de leurs institutions sociales et politiques, de leur culture, de leurs sentiments nationaux, de leur existence économique, de leur sécurité personnelle, de leur possibilité d'accès à l'éducation scolaire, de leur liberté, de leur santé, de leur dignité, de leur vie. Ces drames sont dirigés contre des populations civiles, non dans leurs capacités individuelles, mais comme membres de groupes cibles. Cela conduit à des phénomènes d'assassinat, d'extermination, de réduction en esclavage de population autochtone des régions visées, le tout s'ajoutant à des mesures discriminatoires observables dans d'autres secteurs de la vie. On fait face à une soumission intentionnelle des groupes entiers à des conditions d'existence devant entraîner leur destruction physique au moins partielle».